

Au Journal officiel du 8 au 14 juin 2019

17/06/2019

Au Journal officiel du 8 au 14 juin 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 8 juin 2019 :

- Décret n° 2019-563 du 7 juin 2019 relatif à la **procédure devant la Commission nationale d'aménagement commercial et au contrôle du respect des autorisations d'exploitation commerciale** . – *Modification du Code de commerce et du Code de l'urbanisme* ;
- Décret n° 2019-564 du 6 juin 2019 relatif à la **qualité des actions de la formation professionnelle** . – *Modification du Code du travail* ;
- Décret n° 2019-565 du 6 juin 2019 relatif au **référentiel national sur la qualité des actions concourant au développement des compétences** . – *Modification du Code du travail. – Dispositions applicables à la certification mentionnée au 2° du I de l'article 6 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, obligatoire à compter du 1er janvier 2021 (cf. art. 2)* ;
- Décret n° 2019-566 du 7 juin 2019 relatif à la **majoration de l'alimentation du compte personnel de formation pour les salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi** . – *Modification du Code du travail* ;
- Décret n° 2019-567 du 7 juin 2019 relatif à la **procédure applicable devant la commission des infractions fiscales et aux modalités de sa saisine** . – *Modification du Livre des procédures fiscales* ;
- Arrêté du 6 juin 2019 relatif aux **modalités d'audit associées au référentiel national mentionné à l'article D. 6316-1-1 du Code du travail** . – *Dispositions applicables à la certification mentionnée au 2° du I de l'article 6 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, obligatoire à compter du 1er janvier 2021 (cf. art. 11)* ;
- Arrêté du 6 juin 2019 relatif aux **exigences pour l'accréditation des organismes certificateurs prévues à l'article R. 6316-3 du Code du travail** . – *Dispositions applicables à la certification mentionnée au 2° du I de l'article 6 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, obligatoire à compter du 1er janvier 2021 (cf. art. 6)* ;

Au JO du 9 juin 2019 :

- Décret n° 2019-569 du 7 juin 2019 relatif à l'**organisation professionnelle des notaires dans le ressort des cours d'appel de Limoges, de Pau, d'Angers et de Toulouse** . – *Modification du décret n° 2001-945 du 16 octobre 2001, du décret n° 2003-1053 du 30 octobre 2003, du décret 2006-1424 du 22 novembre 2006 et du décret n° 2007-1312 du 5 septembre 2007* ;
- Décret n° 2019-570 du 7 juin 2019 portant sur la **taxe incitative relative à l'incorporation des biocarburants** . – *Abrogation du décret 2018-1354 du 28 décembre 2018 et de l'arrêté du 29 juin 2018. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er janvier 2020 (cf. art. 18)* ;
- Arrêté du 29 mai 2019 fixant la **liste des titres de séjour prévue au 1° de l'article R. 441-1 du Code de la construction et de l'habitation** . – *Abrogation de l'arrêté du 1^{er} février 2013* ;
- Arrêté du 29 mai 2019 fixant la **liste des titres de séjour prévue aux articles R. 300-1 et R. 300-2 du Code de la construction et de l'habitation** . – *Abrogation de l'arrêté du 7 août 2017* ;
- Arrêté du 29 mai 2019 fixant les **modalités de calcul et de paiement de la cotisation due à la Caisse de garantie du logement locatif social et de la cotisation due à l'Agence nationale de contrôle du logement social** .

Au JO du 12 juin 2019 :

- Décret n° 2019-571 du 11 juin 2019 relatif à **l'identification individuelle des produits et prestations inscrits par description générique sur la liste prévue à l'article L. 165-1 du Code de la sécurité sociale** . – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Arrêté du 6 juin 2019 portant **homologation de deux normes d'exercice professionnel relatives à la mission du commissaire aux comptes nommé pour trois exercices prévue à l'article L. 823-12-1 du Code de commerce et à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises** . – *Modification du Code de commerce* ;
- Arrêté du 21 mai 2019 **modifiant l'article 3 de l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale en ce qu'il concerne la mise à disposition de véhicules électriques par l'employeur** . – *Modification de l'arrêté du 10 décembre 2002* ;
- Arrêté du 23 mai 2019 relatif aux **modalités de prise en charge de la rémunération des salariés des entreprises de moins de 50 salariés participant aux négociations de branches** ;
- Arrêté du 11 juin 2019 **modifiant l'arrêté du 19 mars 2012 fixant les objectifs, les méthodes, les indicateurs de sécurité et la réglementation technique de sécurité et d'interopérabilité applicables sur le réseau ferré national** . – *Modification de l'arrêté du 19 mars 2012*.

Au JO du 13 juin 2019 :

- Ordonnance n° 2019-575 du 12 juin 2019 relative aux **activités et à la surveillance des institutions de retraite professionnelle** . – *Modification du Code des assurances, du Code monétaire et financier, du Code de la mutualité et du Code de la sécurité sociale*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er septembre 2019 (cf. art. 8)* ;
- Décret n° 2019-574 du 11 juin 2019 **fixant certains compléments et adaptations du Code du travail spécifiques aux mines et aux carrières en matière d'entreprises extérieures** ;
- Décret n° 2019-576 du 12 juin 2019 relatif aux **activités et à la surveillance des institutions de retraite professionnelle** . – *Modification du Code des assurances, du Code monétaire et financier, du Code de la mutualité et du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2019-578 du 12 juin 2019 **modifiant le décret n° 2014-1488 du 11 décembre 2014 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Soutien d'une proposition de loi au titre du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution »** . – *Modification du décret n° 2014-1488 du 11 décembre 2014* ;
- Arrêté du 6 mai 2019 **définissant les conditions d'homologation, d'exploitation et de circulation des navettes urbaines** .

Au JO du 14 juin 2019 :

- Décret n° 2019-583 du 13 juin 2019 pris pour **l'application des articles 199 undecies C, 217 duodecies, 220 Z quinquies, 242 sexies et 244 quater X du Code général des impôts relatifs aux aides fiscales à l'investissement outre-mer dans le secteur du logement social** . – *Modification du Code général des impôts* ;
- Décret n° 2019-584 du 13 juin 2019 relatif aux **obligations déclaratives des administrateurs de trusts** . – *Modification du Code général des impôts*.

La Rédaction législation

© LexisNexis SA